



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/61  
8 février 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Exposé écrit présenté par l'Asian Legal Resource Centre,  
organisation non gouvernementale dotée du  
statut consultatif général

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[29 décembre 1999]

Pénurie de vivres au Myanmar

1. Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme fondamental. Il est garanti par la Déclaration universelle des droits de l'homme [art. 25 (1)] et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 11).
2. Dans l'Union de Myanmar, le pouvoir militaire, qui règne en maître, prive la population du droit à l'alimentation. Des preuves substantielles indiquent que le Gouvernement du Myanmar prive systématiquement la population civile de vivres par des pratiques diverses visant à perpétuer son régime non démocratique.
3. Ce n'est pas une catastrophe naturelle ou une simple incompetence administrative qui provoquent une pénurie de vivres au Myanmar. Celle-ci est plutôt due à une militarisation envahissante. Le Gouvernement n'a non seulement pas réussi à remplir ses obligations afin d'assurer des conditions de sécurité alimentaire, mais encore il doit être tenu pour responsable des pratiques administratives et militaires qui ont entraîné pour les populations civiles une disette généralisée. Ces conclusions du Asian Legal Resource Centre rejoignent celles du Tribunal du Peuple sur la pénurie de vivres et la militarisation en Birmanie, qui avait été chargé d'examiner le problème par la Commission asiatique des droits de l'homme. Le tribunal du peuple a communiqué ses conclusions dans un rapport intitulé "La voix d'une nation affamée" (Commission asiatique des droits de l'homme, octobre 1999).
4. Le Gouvernement du Myanmar viole le droit à l'alimentation par la suppression du droit au travail, une imposition pernicieuse, la confiscation des terres et des demandes répétées de main-d'œuvre civile non rémunérée. L'Etat empêche la population de travailler librement pour assurer sa subsistance. Les paysans ne sont pas autorisés à choisir quand, où et comment exploiter leur terre. Dans les zones de conflit armé, ils sont soumis à des conditions instables menaçant leur existence et les empêchant de travailler, d'exploiter leur terre et leurs ressources naturelles pour gagner leur vie. Dans d'autres parties du pays, les paysans sont victimes de politiques qui font passer leur bien-être après les intérêts de l'Etat. Quelles que soient les circonstances économiques, les communautés civiles sont astreintes à satisfaire les demandes de biens et de services émanant d'instances supérieures imposées par l'armée.
5. La culture du riz reste la principale activité du pays. Les paysans sont soumis à un programme d'achat de riz obligatoire mis en place par les institutions gouvernementales dans la nation tout entière. Le Gouvernement les rémunère généralement à un taux de moitié inférieur à celui du marché mais parfois nettement plus faible. Cette pratique équivaut à une taxe sur la récolte. Ce programme est justifié par la nécessité de nourrir les forces armées et de fournir du riz moins cher à l'administration. En fait, il porte gravement atteinte à la sécurité alimentaire. Le quota de riz est établi d'après les exploitations de chaque paysan et ne tient pas compte des réalités. Les cultivateurs ayant subi de mauvaises récoltes sont malgré tout contraints de fournir leur ration de riz, généralement avec beaucoup de difficultés puisqu'ils sont forcés d'acheter le riz au prix du marché pour approvisionner l'Etat. Un grand nombre d'entre eux tombent dans la spirale de la dette et finissent par perdre leur exploitation à cause de la législation de l'ère socialiste. Certains

perdent leur terre même après avoir satisfait toutes les exigences de l'Etat, par exemple pour céder la place à une plantation de cultures marchandes gérée par l'armée. Le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a évoqué la confiscation des terres par l'Etat dans les paragraphes 51 à 53 de son rapport 1999 (E/CN.4/1999/35)

6. Il existe de nombreux documents sur la pratique généralisée du travail forcé dans l'Etat du Myanmar, notamment le rapport de la Commission d'enquête créée en application de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail. Les demandes incessantes et substantielles de l'Etat vis-à-vis de la population civile pour un travail obligatoire non rémunéré s'opposent également au droit à l'alimentation. Tout travail forcé compromet ce droit de trois façons. Premièrement, les populations ont moins de temps et d'énergie disponibles pour subvenir à leurs propres besoins. Deuxièmement il entraîne une perte d'argent pour des ménages démunis. Troisièmement pendant ce travail forcé, la population souffre de la faim.

7. Les forces armées du Myanmar sont directement responsables des violations du droit à l'alimentation. C'est surtout dans les régions du pays que l'on considère encore exposées à la menace de la rébellion que ce droit est le plus bafoué. Dans ces zones, la privation de vivres est utilisée comme tactique anti-rébellion. Les violations, dans ces territoires, incluent la destruction des stocks d'aliments et des récoltes, le déplacement et la réinstallation de communautés civiles et l'expropriation massive d'argent liquide et de matériel par l'armée.

8. Les opérations militaires prennent directement pour cible les stocks alimentaires et les récoltes sur pied. L'armée n'essaie pas de distinguer entre les vivres destinés à la consommation civile et ceux censés nourrir les rebelles. A toutes les phases de la production agricole, les populations civiles de ces zones subissent des attaques sur leurs personnes comme sur leurs biens.

9. Les militaires déplacent les populations de leurs villages, parfois en les éparpillant dans les collines et dans la jungle, parfois en les forçant à s'installer dans des camps de transit. Ceux qui ont fui dans la jungle sont privés d'un approvisionnement alimentaire régulier. Ils sont confrontés à une pénurie de vivres des plus sévères et risquent de mourir de faim. Le Rapporteur spécial a fait des observations à ce sujet dans les paragraphes 62 et 63 de son rapport de janvier 1999. Des populations encore plus nombreuses sont contraintes de s'installer dans des camps de concentration contrôlés par l'armée. Ce programme de réinstallation n'est pas nouveau au Myanmar, mais, ces dernières années, la pratique s'est largement étendue dans certaines régions, notamment dans les Etats de Shan et de Karenni, portant gravement atteinte aux économies rurales régionales. Le Rapporteur spécial a également évoqué ces faits dans les paragraphes 39, 49, 50, et 64 à 66 de son rapport de janvier 1999. Comme les paysans doivent quitter leur terre sans indemnité et sans qu'on prévoie de leur en donner une autre, ils finissent par servir de simple main d'œuvre imposable pour les unités militaires locales. Des déplacements généralisés entraînent donc une importante pénurie alimentaire structurelle à long terme et non une simple faim saisonnière due à des incursions militaires occasionnelles.

10. Qu'il y ait réinstallation forcée ou non, la population doit fournir aux autorités militaires locales de l'argent liquide, des biens et des services. Ces

exigences sont habituellement arbitraires et imprévues. Des communautés villageoises et des ménages considérés comme n'ayant pas rempli leurs obligations vis-à-vis de l'armée doivent payer des amendes. Il en résulte une baisse sensible des ressources dont les gens disposent pour vivre.

11. Ces violations du droit à l'alimentation au Myanmar sont liées au rôle adopté par le Gouvernement dans l'expansion de la militarisation à l'échelon national. Les fonctions étatiques courantes ont été tellement militarisées que presque toutes les transactions entre la population et l'Etat impliquent un certain degré de coercition. Que ce soit pour la collecte du quota de riz ou le recouvrement d'impôts ou encore le travail forcé, les autorités ont recours à la menace de la force militaire. La politique agricole nationale n'est pas axée sur la population mais sur la satisfaction des besoins de l'armée et de l'Etat. Les médias renforcent et valident le *statu quo*, en confondant les rôles des soldats et des paysans et en insistant constamment sur l'encadrement militaire des affaires agricoles. La présence militaire influence même les décisions économiques les plus fondamentales prises quotidiennement par les familles. Les administrations de base ont été submergées par l'autoritarisme militaire. Il en a résulté une population docile souffrant de pénurie alimentaire.

12. Le gouvernement affirme qu'il s'engage à assurer la sécurité alimentaire de toutes les populations du pays. Il existe cependant de nombreuses preuves du contraire. Des rapports indépendants démontrent que le gouvernement agit délibérément et systématiquement à l'opposé de ces objectifs. Finalement, les intérêts de l'armée et de l'Etat sont placés au-dessus de ceux de la population. Les obligations réelles que l'Etat s'est en principe engagé à remplir sont ignorées, et la pénurie alimentaire devient une situation de fait.

13. Le Gouvernement du Myanmar doit être tenu pour responsable des conditions généralisées de disette dans le pays. S'il est vrai qu'une catastrophe naturelle ou les manquements de l'Administration peuvent contribuer à l'insécurité alimentaire ou l'exacerber, ce sont bien les politiques systématiques de privation de vivres menées par le gouvernement qui expliquent, fondamentalement, pourquoi les vivres ne sont pas disponibles pour ceux qui les produisent. Aucun facteur externe n'a l'importance du rôle prépondérant que l'Etat a joué dans la violation du droit à l'alimentation.

14. La privation de vivres sur une large échelle est un crime contre l'humanité, punissable par la loi internationale. Au cas où un gouvernement ne parviendrait pas à prendre des mesures pour inverser cette tendance, les responsables d'une violation systématique de ce droit de l'homme fondamental doivent en rendre compte. La sécurité alimentaire doit être considérée comme un problème de droit de l'homme fondamental au Myanmar par la communauté internationale et notamment par les institutions des Nations Unies. Le Asian Legal Resource Centre demande la nomination d'une commission internationale chargée d'examiner cette question. Le rôle joué par le Gouvernement du Myanmar pour créer une pénurie de vivres doit être dûment reconnu. Une pression doit s'exercer sur l'Etat pour qu'il modifie sa politique et ses pratiques qui entraînent des violations systématiques du droit des peuples à l'alimentation.

-----